

Noeîn & Cie.

EXPERTISE

BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Veille stratégique hebdomadaire

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité

ÉDITION N° 02

Vendredi 15 mai 2026

La présente note est adressée à son destinataire à titre strictement personnel et dans le cadre du cercle restreint constitué par Noeîn & Cie pour la diffusion de son Bulletin d'Information Afrique. Elle réunit des analyses géopolitiques, économiques, institutionnelles et cyber portant sur l'actualité africaine de la semaine écoulée. Toute reproduction, retransmission, citation publique ou exploitation commerciale, partielle ou intégrale, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Président Fondateur. Les opinions et analyses qui y figurent engagent leurs auteurs et ne sauraient être attribuées aux institutions auxquelles ils sont par ailleurs liés.

Deve Mabougou

Fondateur & Président, Noeîn & Cie

Réf. NOEIN-BIA-2026-001 · Émis 20260515-0935

BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité

VOL. I · N° 02 · VENDREDI 15 MAI 2026 · CONFIDENTIEL

Noeïn & Cie.

E X P E R T I S E

S R U B R I Q U E

Éditorial du Président

Faire dire non : l'Afrique entre dans l'âge de la conditionnalité

La semaine du 15 mai 2026 confirme une bascule : ce sont désormais les États africains qui qualifient les conditions du partenariat.

La Confédération des États du Sahel ratifie ses protocoles fondateurs, Nairobi accueille un sommet Afrique-France à plus de vingt-trois milliards d'euros d'annonces, la Zambie suspend les négociations sur la doctrine américaine aide-contre-minerais, le Conseil de paix et de sécurité s'appête à se retirer à Libreville. Ces séquences, posées côte à côte, dessinent autre chose qu'un théâtre d'influences extérieures. Elles signalent l'émergence d'une capacité africaine à dire non, à différer, à conditionner. Pour la première fois depuis longtemps, le calendrier diplomatique du continent n'est plus dicté par les agendas des puissances, il les compose.

Le refus zambien du 4 mai est, à cet égard, un événement doctrinal. Lusaka rejoint Accra et Harare dans le déclinement d'un échange aide-mines-énergie tel qu'il avait été reformulé par Washington au lendemain de l'investiture du président des États-Unis d'Amérique M. Donald Trump. Ce non n'est pas idéologique, il est instrumental : les capitales concernées ont compris que la conversion d'aides précédemment fongibles en compensations sectorielles immobiliserait pour une décennie leurs marges de négociation sur les minerais critiques. La doctrine du partenariat doctrinal et non sentimental, que nous portons depuis des mois, trouve ici son premier laboratoire opérationnel.

La ratification unanime par l'Assemblée législative du Burkina Faso, le 12 mai 2026, des quatre protocoles additionnels au Traité de la Confédération des États du Sahel, confirme la seconde séquence. Diplomatie coordonnée, défense intégrée, parlements confédéraux, action de développement : ces quatre piliers transforment une coalition de juntes en architecture juridique opposable. Que l'on partage ou non les orientations de l'AES, son institutionnalisation oblige la CEDEAO, l'Union africaine et les partenaires extérieurs à traiter avec elle comme avec un sujet de droit, non comme avec un accident provisoire.



Deve Maboungou

Deve Maboungou

Fondateur & Président, Noeïn & Cie.

À Nairobi, le sommet Africa Forward des 11 et 12 mai a démontré que le format Afrique-France pouvait se tenir hors du périmètre francophone, en présence de trente chefs d'État, du Président de la Commission de l'Union africaine et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Vingt-trois milliards d'euros d'annonces croisées, signature de l'Accord de gouvernance des infrastructures intégrées. Mais le geste ne se substitue pas à la traçabilité des engagements. Les promesses doivent désormais être passées au crible de l'exécution, secteur par secteur, semestre par semestre.

Reste la question informationnelle. Les révélations sur Africa Polity, branche d'influence russe intégrée au SVR opérant dans trente-quatre pays pour 7,3 millions de dollars annuels, le faux expert généré par IA dans vingt-sept médias, la confirmation par Microsoft de trois ministères africains compromis par le GRU, esquissent une guerre cognitive permanente. Il n'y a pas de souveraineté décisionnelle sans souveraineté informationnelle. De l'Afrique observée à l'Afrique stratégique, le chemin se densifie. Bonne lecture.

Diplomatie & Géopolitique

[FAIT MARQUANT]

Tournée africaine du président Emmanuel Macron : Alexandrie, Nairobi, Addis-Abeba

Du 9 au 13 mai 2026, le président de la République française Emmanuel Macron a conduit une séquence diplomatique africaine en trois temps. À Alexandrie le 9 mai, entretien avec le président de la République arabe d'Égypte M. Abdel Fattah al-Sissi, centré sur Gaza, le Soudan et la coopération nucléaire civile. À Nairobi les 11 et 12 mai, sommet Africa Forward co-présidé avec le président de la République du Kenya M. William Ruto, premier sommet Afrique-France hors périmètre francophone, vingt-sept milliards de dollars d'engagements croisés annoncés. À Addis-Abeba le 13 mai, premier discours d'un président français au siège de l'Union africaine, trilatérale avec le Président de la Commission de l'UA Mahmoud Ali Youssouf et le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres.

Sources : [Élysée, 13 mai 2026](#) | [BBC, 12 mai 2026](#) | [AP News, 14 mai 2026](#)

[CONFEDERATION DES ETATS DU SAHEL]

Burkina Faso : ratification unanime des quatre protocoles additionnels au Traité de l'AES

Le 12 mai 2026, l'Assemblée législative des Peuples du Burkina Faso a adopté à l'unanimité les quatre projets de loi portant ratification des protocoles additionnels au Traité de création de la Confédération des États du Sahel, signés à Bamako le 23 mai 2025. Les protocoles couvrent la diplomatie coordonnée, l'action de développement, la défense et la sécurité, et les sessions confederales des parlements. Présentés par le ministre des Affaires étrangères M. Karamoko Jean Marie Traoré, ils donnent base juridique opposable aux trois piliers de la Confédération. Un processus miroir est en cours au Mali et au Niger.


Sources : [Faso Infos, 13 mai 2026](#) | [Afrinz, 13 mai 2026](#)

[TENSIONS RÉGIONALES]

Mali : prise de Tessalit et Aguel'hoc par le JNIM-FLA, mort du ministre Sadio Camara

Le 1er mai 2026, les forces du JNIM coordonnées avec le Front de Libération de l'Azawad ont pris les positions stratégiques de Tessalit et d'Aguel'hoc dans le nord du Mali, peu après la chute de Kidal le 27 avril. Le ministre malien de la Défense, M. Sadio Camara, est décédé dans les combats. Le retrait combiné d'Africa Corps et des Forces armées maliennes a été conduit sous médiation algérienne. La Force unifiée AES, projetée à quinze mille hommes selon les décisions d'avril, doit démontrer sa capacité opérationnelle avant la prochaine offensive jihadiste estivale.

Sources : [Africanews, 1er mai 2026](#) | [BBC, 27 avril 2026](#) | [ISS Africa](#)

 **À surveiller** : la rupture diplomatique entre Khartoum et Addis-Abeba le 5 mai, suivie par la confirmation onusienne de huit cent quatre-vingts civils tués par drones FSR au premier trimestre, fait du Soudan le foyer sécuritaire le plus préoccupant du continent. Le sommet sur le Soudan annoncé à Doha pour fin mai sera testé sur sa capacité à produire un cessez-le-feu humanitaire opposable.

Économie & Intelligence Économique

[COMMERCE CONTINENTAL]

Tarif zéro Chine-Afrique : entrée en vigueur du régime préférentiel sur 53 pays

Le 1er mai 2026, le gouvernement de la République populaire de Chine a mis en application le régime tarifaire zéro pour les produits originaires de cinquante-trois pays africains entretenant des relations diplomatiques avec Pékin. L'extension inclut désormais le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Maroc et l'Égypte, auparavant exclus du dispositif réservé aux pays les moins avancés. Le commerce bilatéral atteint trois cent quarante-huit milliards de dollars en 2025 selon les données douanières chinoises, mais le déficit africain demeure structurel à cent deux milliards de dollars. Le levier est avant tout politique : il consolide Pékin comme partenaire alternatif au moment où l'administration américaine durcit ses conditions d'aide.

Sources : [Gov.cn, 1er mai 2026](#) | [BBC, 30 avril 2026](#) | [Xinhua, 1er mai 2026](#)

[DOCTRINE AMÉRICAINE]

Aide contre minerais : la Zambie suspend les négociations, Accra et Harare confirment leur refus

Le 4 mai 2026, le gouvernement de la République de Zambie a officiellement suspendu les négociations avec Washington sur le mécanisme dit aide-contre-minerais, formulé par l'administration du président des États-Unis d'Amérique M. Donald Trump. Le Ghana et le Zimbabwe avaient déjà décliné le schéma. Les capitales africaines refusent la conversion de l'aide publique en compensations sectorielles indexant cobalt, cuivre, lithium et terres rares. Ce refus convergent, documenté par Al Jazeera, le New York Times et Semafor, marque l'émergence d'une conditionnalité africaine face aux doctrines extractives, portée politiquement par le discours du président William Ruto à Nairobi le 13 mai contre l'extractivisme brut.

Sources : [Al Jazeera, 4 mai 2026](#) | [NYT, 7 mai 2026](#) | [Semafor, 13 mai 2026](#) | [Mongabay, 13 mai 2026](#)

[SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE]

Fonds souverains africains : cent soixante-quatre milliards de dollars sous gestion en 2026

Les fonds souverains africains atteignent collectivement cent soixante-quatre milliards de dollars d'actifs sous gestion en 2026, selon l'African Sovereign Investors Forum cité par le Sierra Leone Telegraph le 12 mai. L'Ethiopian Investment Holdings, porté à quarante-cinq milliards de dollars, domine désormais le classement, suivi par le FONSI sénégalais et le fonds guinéen adossé à Simandou, dont les premières ventes commerciales ont démarré en avril, avec des revenus projetés à vingt milliards de dollars selon Wood Mackenzie. Cette capacité endogène d'investissement constitue un levier décisif pour cofinancer les corridors logistiques et les chaînes de transformation.

Sources : [Sierra Leone Telegraph, 12 mai 2026](#) | [Wood Mackenzie, mai 2026](#) | [BCG, mars 2026](#)

<p>348 Mds \$</p> <p>COMMERCE CHINE-AFRIQUE 2025</p>	<p>164 Mds \$</p> <p>FONDS SOUVERAINS AFRICAINS SOUS GESTION</p>	<p>230 Mds \$</p> <p>COMMERCE INTRA-AFRICAIN ZLECAF 2026</p>
---	---	---

Sources indicateurs : [Gov.cn](#) | [African Sovereign Investors Forum](#) | [Afreximbank](#)

[INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE]

Doctrine STRATCO et institutionnalisation de l'IE : la trilogie Veiller, Protéger, Influencer

Le 7 mai 2026, VeilleMag publie une contribution du Dr Beaugrain Doumougue (STRATCO) consolidant la doctrine africaine d'intelligence économique autour de la trilogie Veiller, Protéger, Influencer. Le texte fait suite à la doctrine de la couche limite formulée le 6 mai sur FinancialAfrik. En parallèle, la Guinée structure sa doctrine nationale autour de Simandou, le Maroc renforce son dispositif autour de la Direction générale de la sécurité économique. Seuls cinq pays disposent de capacités d'IE structurées au niveau étatique : Maroc, Algérie, Afrique du Sud, Rwanda, République démocratique du Congo. La fenêtre d'institutionnalisation se rétrécit à mesure que les actifs critiques sont arbitrés.

Sources : [VeilleMag, 7 mai 2026](#) | [FinancialAfrik, 6 mai 2026](#) | [FinancialAfrik, février 2026](#)

S R U B R I Q U E

Organisations Internationales & Gouvernance

[UNION AFRICAINE]

CPS : sessions du 8 et 15 mai sur le Fonds pour la paix, la Force africaine en attente et la piraterie du golfe de Guinée

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, sous présidence tournante du Nigeria pour le mois de mai 2026, a tenu deux rendez-vous structurants. Le 8 mai, retraite conjointe avec la sous-commission CPR sur la supervision budgétaire et le conseil d'administration du Fonds pour la paix, en présence de M. Donald Kaberuka, Envoyé spécial pour le financement durable. Le 15 mai, deux sessions thématiques : opérationnalisation de la Force africaine en attente et Force opérationnelle maritime combinée pour la lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée. La 17e retraite de haut niveau du CPS, attendue à Libreville du 20 au 22 mai, prolongera ces travaux.

Sources : [Amani Africa, programme CPS mai 2026](#) | [Communiqué UA, 11 mai 2026](#)

[ZLECAF]

Africa CEO Forum de Kigali : diagnostic Scale or Fail à dix ans des négociations

La treizième édition de l'Africa CEO Forum s'est tenue à Kigali les 14 et 15 mai 2026 sur le thème The Scale Imperative. Plus de deux mille cinq cents dirigeants ont actué un constat exigeant : dix ans après les négociations, le commerce intra-africain stagne autour de quinze pour cent du total continental. La Banque africaine de développement projette deux cent trente milliards de dollars d'échanges intra-africains en 2026, hausse de dix pour cent. En marge du sommet de Nairobi, l'Accord de gouvernance des infrastructures intégrées a été signé par M. Wamkele Mene, ZLECAF, M. Sidi Ould Tah, BAD, et Mme Odile Renaud-Basso, BERD. Le forum Biashara Afrika de Lomé, du 18 au 20 mai, prolongera ces engagements.

Sources : [Scoop-Afrique, 14 mai 2026](#) | [AFD, 13 mai 2026](#) | [Africa Business Insider, 9 avril 2026](#)

[DROITS HUMAINS]

CADHP : 87e session à Banjul pour le quarantième anniversaire de la Charte africaine

La 87e session ordinaire publique de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples se tient à Banjul du 11 au 20 mai 2026, dans l'année du quarantième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte africaine. La session examine la situation en Mauritanie, en République arabe sahraouie démocratique et au Kenya, ainsi que des panels thématiques sur les défenseurs des droits humains et les déplacements climatiques. La FIACAT a alerté le 12 mai sur le rétrécissement de l'espace civique au Cameroun, où près de mille neuf cents personnes demeurent détenues après les violences d'octobre 2025. Le contraste avec l'absence des droits humains à l'agenda d'Africa Forward est documenté par plusieurs ONG.

Sources : [UA, 11 mai 2026](#) | [CADHP](#) | [FIACAT, 12 mai 2026](#)

17 **Agenda institutionnel** : 17e Retraite de haut niveau du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à Libreville, du 20 au 22 mai 2026, sous présidence nigériane. Le format restreint réunit ambassadeurs et experts du CPS sur le financement des opérations de paix, le Sahel, le Soudan et la République démocratique du Congo. Les conclusions cadreront le second semestre 2026 et l'agenda du Sommet de l'UA de janvier.

S R U B R I Q U E

Cybersécurité & Guerre de l'Information

[PANORAMA CYBER]

Convergence des menaces : APT étatiques, CVE zéro-jour exploitées, opérations d'influence génératives

La semaine confirme l'industrialisation simultanée de trois vecteurs offensifs sur le continent : campagne DDoS multi-vecteurs sur le Nigeria documentée par le ngCERT, exploitation active des vulnérabilités cPanel et Ivanti chez des hébergeurs africains, et accélération des opérations d'influence SVR documentées par Forbidden Stories. Le Forum économique mondial relevait en janvier 2026 que soixante-trois pour cent des organisations subsahariennes manquent de compétences cyber pour couvrir leurs objectifs, deuxième écart continental le plus large. Trois modèles de réponse émergent : l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information de Côte d'Ivoire impose des audits obligatoires aux Opérateurs d'importance vitale dès 2027, le Maroc consolide son marché de cybersécurité à deux cent trente-huit millions de dollars projetés en 2031, le Cap-Vert et le Nigeria structurent leurs CERT sectoriels.

MENACE ÉLEVÉE

APT28 FrostArmada : trois ministères africains explicitement compromis par le GRU

Microsoft et Lumen Black Lotus Labs ont confirmé le 7 avril 2026 que la campagne FrostArmada, attribuée au sous-groupe Storm-2754 du GRU russe, a compromis dix-huit mille routeurs SOHO MikroTik et TP-Link dans cent vingt pays. Trois organisations gouvernementales africaines sont explicitement citées parmi les victimes confirmées d'attaques AitM ciblant les comptes Microsoft 365 par détournement DNS. Les cibles prioritaires sont les ministères des affaires étrangères, les services répressifs et les fournisseurs cloud en Afrique du Nord. C'est la première confirmation explicite par Microsoft de victimes gouvernementales africaines dans une campagne APT28.

Sources : [The Hacker News, 7 avril 2026](#) | [Lumen Black Lotus Labs](#) | [BleepingComputer, 7 avril 2026](#)

◆ MENACE MODÉRÉE

Nigeria : alerte nationale ngCERT, quatre mille cyberattaques par semaine sur les infrastructures critiques

Le Nigeria Computer Emergency Response Team a publié le 2 mai 2026 une alerte nationale sur une vague soutenue d'attaques DDoS multi-vecteurs frappant les infrastructures numériques critiques. Dr Vincent Olatunji, Commissaire de la Nigeria Data Protection Commission, recense quatre mille cyberattaques par semaine, dont mille cinq cents tentatives sur les seuls réseaux de la NDPC. Les attaquants exploitent Log4Shell, Citrix et Drupal pour constituer des botnets de rebond. Le ngCERT prévient que les DDoS servent souvent de leurre à des déploiements de rançongiciels ou à des exfiltrations.

Sources : [ngCERT / Nairametrics, 2 mai 2026](#) | [Vanguard, 2 mai 2026](#) | [The Guardian Nigeria, 4 mai 2026](#)

✓ À SURVEILLER

Souveraineté numérique : UniCloud Africa et OADC déploient un cloud souverain au Nigeria, en RDC et en Afrique du Sud

UniCloud Africa et Open Access Data Centres ont annoncé le 30 avril 2026 un partenariat stratégique pour déployer un cloud souverain et une infrastructure d'intelligence artificielle dans des centres de données carrier-neutral au Nigeria, en République démocratique du Congo et en Afrique du Sud. Facturation en monnaie locale, zéro frais d'egress, conformité ISO 27001 et 22301. L'initiative répond à un constat critique documenté par l'Africa Data Centres Association : l'Afrique pour vingt pour cent de la population mondiale ne détient que zéro virgule six pour cent de la capacité mondiale de data centers.


Sources : [Punch NG, 30 avril 2026](#) | [The African Brands, 5 mai 2026](#) | [ADCA, Data Centres Report 2026](#)

[GUERRE DE L'INFORMATION]

SVR Africa Politology : 76 documents, 34 pays, 7,3 millions de dollars par an et un faux expert généré par IA dans 27 médias

Le consortium d'investigation Forbidden Stories, The Continent, All Eyes on Wagner et Dossier Centre a publié à partir de février 2026 l'analyse de soixante-seize documents internes, mille quatre cent trente et une pages, attestant l'intégration formelle d'Africa Politology au Service de renseignement extérieur russe après la mort de M. Evgueni Prigojine. Budget opérationnel de sept virgule trois millions de dollars sur dix mois en 2024, quatre-vingt-dix-huit contre-agents dans trente-quatre pays, scénarios de coup d'État documentés au Sénégal, manipulations électorales à Madagascar et en Namibie. Le procès en cours à Luanda de deux ressortissants russes pour ingérence électorale donne une assise judiciaire à ces révélations. Parallèlement, OpenAI et Meta ont démantelé l'opération dite Dr Manuel Godsine : un faux expert académique généré par IA a produit soixante-treize contenus diffusés par vingt-sept médias dans huit pays africains.

Sources : [All Eyes on Wagner, 14 février 2026](#) | [BBC, 23 mars 2026](#) | [Africa Defense Forum, 21 avril 2026](#) | [ADF, 28 avril 2026](#)

 **Recommandation** : considérer la souveraineté informationnelle comme une discipline opérationnelle, non comme un slogan. Trois priorités pour les administrations africaines : application immédiate des correctifs Ivanti EPMM (CVE-2026-6973) et cPanel (CVE-2026-41940), structuration d'équipes CERT séquencées entre prévention, détection et réponse, mise en place d'une politique d'hébergement sous juridiction continentale pour les données sensibles. La 87e session de la Commission africaine à Banjul peut servir de fenêtre pour formaliser ces exigences.

Analyse de la Semaine

G R A N D E A N A L Y S E

L'âge de la conditionnalité africaine : du destinataire au prescripteur

La semaine du 9 au 15 mai 2026 marque une bascule peu commune : ce ne sont plus les puissances extérieures qui qualifient les conditions du partenariat avec l'Afrique, ce sont désormais des États africains qui qualifient les conditions de leur engagement avec l'extérieur. La suspension par la Zambie des négociations sur les minerais critiques avec Washington le 4 mai, les refus annoncés par Accra et Harare, le discours du président de la République du Kenya M. William Ruto contre l'extractivisme à Nairobi le 13 mai, la ratification par l'Assemblée du Burkina Faso des protocoles AES le 12 mai : quatre actes en sept jours signalent une même matrice. L'Afrique sort de la posture de destinataire pour entrer dans celle de prescripteur.

Cette séquence se lit à trois niveaux. Premier niveau, la matrice de transaction se renverse. La doctrine américaine aide contre minerais procédait d'une grammaire ancienne, celle du troc asymétrique. Quand un État producteur de cuivre comme la Zambie décide de suspendre, quand un État comme le Ghana refuse, ce sont les conditions qui sont renversées : les Africains ne demandent plus, ils évaluent. Deuxième niveau, la traçabilité des engagements devient le critère central. Les vingt-sept milliards de dollars annoncés à Nairobi seront mesurés, secteur par secteur, semestre par semestre. Les promesses ne sont plus le sommet, elles sont la ligne de départ. Troisième niveau, la Confédération des États du Sahel franchit un seuil normatif. La ratification burkinabè transforme une coalition de circonstance en architecture juridique opposable, qu'on partage ou non ses orientations.

Trois implications stratégiques découlent de cette bascule. D'abord, l'intelligence économique cesse d'être une option pour devenir un instrument de souveraineté. La doctrine STRATCO formalisée par le Dr Beaugrain Doumougue, articulée autour de la trilogie Veiller, Protéger, Influencer, fournit aux États africains le cadre conceptuel d'une évaluation autonome des partenariats. Ensuite, la souveraineté informationnelle devient un champ d'affrontement opérationnel : les révélations sur Africa Politology, opéré par le SVR russe et couvrant 34 pays pour 7,3 millions de dollars annuels, montrent que sans capacité endogène de détection et de qualification, toute architecture de la décision reste perméable. Enfin, la fragmentation régionale se recompose : AES, CEDEAO, UA forment désormais trois plans de légitimité distincts, et la diplomatie africaine devra apprendre à les articuler plutôt qu'à les opposer.

À court terme, trois jalons concentreront l'attention. La 17e Retraite du Conseil de paix et de sécurité de l'UA à Libreville, du 20 au 22 mai, testera la capacité collective à produire une lecture commune des dossiers Sahel, Soudan et Grands Lacs. La 87e session ordinaire de la Commission africaine à Banjul, jusqu'au 20 mai, éprouvera la cohérence entre l'année du 40e anniversaire de la Charte et la réalité des espaces civiques. Enfin, le Forum Biashara Afrika de Lomé, du 18 au 20 mai, mesurera la capacité du secteur privé africain à traduire la rhétorique souverainiste en flux d'investissement intra-africain. La question reste celle de la conversion : convertir la conditionnalité nouvelle en architecture institutionnelle stable, et non en posture conjoncturelle.

Focus Pays · Burkina Faso / AES

◆ CONFEDERATION DES ÉTATS DU SAHEL

Avec la ratification unanime du 12 mai 2026, le Burkina Faso devient le premier État membre à conférer pleine valeur juridique aux protocoles additionnels au Traité de la Confédération des États du Sahel. Ce franchissement de seuil transforme une coalition politique de juntes en architecture confédérale opposable, dotée d'instruments propres en diplomatie, défense, parlement et développement.

- Quatre protocoles ratifiés en un même vote, présentés par le ministre des Affaires étrangères M. Karamoko Jean Marie Traoré : diplomatie coordonnée, action de développement, défense et sécurité, sessions confédérales des parlements.
- Effet d'entraînement attendu sur Bamako et Niamey, qui ont signé les mêmes textes à Bamako le 23 mai 2025 et doivent les soumettre à ratification dans les mois qui viennent.
- Force unifiée Sahel et Banque confédérale d'investissement : les deux instruments pivots dont les statuts juridiques sont désormais activables, sous réserve des décrets d'application nationaux.
- Implications stratégiques : la CEDEAO et l'Union africaine sont contraintes de traiter la Confédération comme sujet de droit international, non comme un accident provisoire. Le revers militaire de Kidal début mai en illustre la fragilité opérationnelle, jamais l'épuisement politique.

Agenda de la Semaine Prochaine

17-22

M A I

Élections législatives au Cap-Vert

Praia (Cap-Vert), scrutin parlementaire avec mobilisation de la diaspora et observation panafricaine. Test démocratique majeur en Afrique de l'Ouest insulaire.

Source : [Africanews / Commission électorale CV](#)

18-20

M A I

Forum Biashara Afrika

Lomé (Togo), édition consacrée au commerce intra-africain dans le sillage de la ZLECAf. Présence des Communautés économiques régionales et du secteur privé continental.

Source : [Scoop Afrique](#)

19-22

M A I

Semaine de l'Afrique à l'UNESCO

Paris (France), 7e édition, thème de la souveraineté culturelle et numérique. Délégations ministérielles ouest et centre-africaines annoncées.

Source : [UNESCO](#)

20-22

M A I

17e Retraite de haut niveau du Conseil de paix et de sécurité de l'UA

Libreville (Gabon), format restreint sous présidence nigériane. Dossiers Sahel, Soudan, République démocratique du Congo, golfe de Guinée.

Source : [Amani Africa](#)

Ressources & Publications

- ◆ [All Eyes on Wagner : A New Chef in the Kitchen, the SVR Takes Control of Wagner's Influence Branch](#) · *All Eyes on Wagner / Forbidden Stories, février-mai 2026*
- ◆ [Global Cybersecurity Outlook 2026, chapitre Afrique subsaharienne](#) · *World Economic Forum, janvier 2026*
- ◆ [Africa Data Centres & Cloud Report 2026](#) · *Africa Data Centres Association, mai 2026*
- ◆ [Programme provisoire du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, mai 2026](#) · *Amani Africa, mai 2026*



LE SAVIEZ-VOUS ?

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée à Nairobi le 27 juin 1981 et entrée en vigueur le 21 octobre 1986, fête cette année son 40e anniversaire. Premier instrument continental contraignant en matière de droits humains, elle se distingue par sa reconnaissance simultanée des droits individuels, des droits des peuples et des devoirs envers la communauté. La 87e session ordinaire de la Commission africaine, tenue à Banjul jusqu'au 20 mai 2026, place cet anniversaire au cœur de ses travaux, à un moment où les espaces civiques connaissent de fortes pressions dans plusieurs États du continent.

Nos services · Accompagner les décideurs

Noeïn & Cie met son expertise au service des institutions, des gouvernements, des entreprises et des chercheurs qui placent la souveraineté africaine au cœur de leur action.



Veille stratégique sur mesure

Notes hebdomadaires confidentielles, alertes signaux faibles, dossiers pays et synthèses sectorielles pour cabinets, ministères et directions générales.



Conseil en intelligence économique

Diagnostic IE, structuration de cellules d'analyse souveraines, accompagnement à la décision sur dossiers stratégiques et négociations bilatérales.



Formation & conférences

Cycles exécutifs, masterclasses doctrinales et conférences sur la géopolitique africaine, l'IE souveraine et la diplomatie économique.



Relations institutionnelles

Mise en relation avec les acteurs clés du continent, organisation de rencontres bilatérales et appui protocolaire pour vos démarches africaines.



Évaluation des politiques publiques pour l'Afrique

Analyses d'impact, revues stratégiques et ateliers de renforcement de capacités destinés aux élus, hauts fonctionnaires et cadres de l'administration africaine : conception, suivi et évaluation des politiques publiques au service de la souveraineté décisionnelle.

É C H A N G E R A V E C N O T R E É Q U I P E

Mission, intervention ou abonnement premium www.noein-cie.com · deve.mabougou@noein-cie.com

Noeïn & Cie. Expertise · Cabinet de conseil stratégique · Intelligence économique · Relations internationales · 102 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
 Directeur de la publication : Deve Mabougou · Bulletin édité chaque vendredi · SIRET 938 138 807 0001 · RCS Paris B 938 138 807 · © 2026 Noeïn & Cie. Tous droits réservés.